

COORDONNEES DU DEMANDEUR

Ne pas compléter si vos coordonnées sont déjà connues du service instructeur

Adresse permanente du demandeur : _____
Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____
Téléphone fixe : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Téléphone portable professionnel : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
N° de télécopie : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Mél : _____@_____

CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

➤ Pour les personnes physiques :

Respect des conditions d'âge⁽¹⁾ : ☐ oui ☐ non Affilié à l'AMEXA : ☐ oui ☐ non
Installé depuis moins de 5 ans : ☐ oui ☐ non ☐ en cours d'installation Bénéficiaire de la DJA ⁽²⁾ : ☐ oui ☐ non
Si vous êtes titulaire de la DJA : ce projet est-il inscrit dans votre plan d'entreprise (PE) : ☐ oui ☐ non
Date de recevabilité du PE (RJA) : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Date d'installation figurant dans le CJA : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

➤ Pour les personnes morales autres que les structures collectives (GAEC, EARL, SCEA ...) :

Nombre d'associés - exploitants : |_|_|_|_| Capital social de la société en nombre de parts : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Associé(e) exploitant						Si titulaire de la DJA ⁽²⁾			
Respect des conditions d'âge ⁽¹⁾	Affiliation à l'AMEXA	Installé depuis moins de 5 ans	Nom	Date de naissance	N°SIRET (ou PACAGE)	Nombre de parts du capital social	Projet inscrit dans votre plan d'entreprise	Date de recevabilité du projet (RJA)	Date d'installation figurant sur le certificat de conformité (CJA)
Cocher les cases correspondantes			Prénom						
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>		

Si plus de 4 associés, donner les éléments les concernant sur une feuille annexée à la demande ; dans ce cas cocher la case ☐

⁽¹⁾ Avoir au moins 18 ans et n'avoir pas atteint l'âge prévu à l'article D161-2-1-19 du code de la sécurité sociale au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de la demande. Au moins un des associés doit remplir cette condition.

⁽²⁾) **soit être installé depuis moins de 4 ans à compter de la date d'installation** figurant sur votre certificat de conformité CJA, **soit être en cours d'installation** (titulaire du RJA) à la date de complétude figurant dans l'appel à projet bénéficiant des aides nationales à l'installation **et être âgé de moins de 40 ans au jour du dépôt de la demande d'aide.**

Soit être installé depuis moins de 5 ans (pour les titulaires d'une DJA programmée en 2014 - décision d'attribution de la DJA antérieure au 1^{er} janvier 2015)

Pour les structures collectives (CUMA, GIEE, ...)

N°	Identifiant des associés adhérents (raison sociale ou nom et prénom)	Commune	N° PACAGE/ SIRET	Agriculteur	
1				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
2				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
3				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
4				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
5				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
6				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
7				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
8				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
9				<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non

CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

a) Localisation siège d'exploitation : commune identique à celle de l'adresse du demandeur ☐

Sinon, merci de préciser l'adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

b) Situation à l'égard de la réglementation sur les prélèvements d'eau au titre de code de l'environnement (art. L 214-1 à L 214-6 et L 512-1 à L 513-3). Veuillez indiquer si votre exploitation :

Votre exploitation/entreprise est : ☐ déclarée ou autorisée au titre de la réglementation susvisée ☐ non soumise

LOCALISATION du PROJET

Commune de localisation du projet :

Identique à la commune du siège d'exploitation du demandeur ☐

Sinon, merci de préciser : Code postal |_|_|_|_|_| Commune : _____

DESCRIPTION du PROJET

Intitulé du projet : _____

Description du projet : _____

Déroulement du projet :

Date prévue de début de projet : ____/ 20____ (mois, année) date prévue de fin de projet : ____/ 20____ (mois, année)

AMELIORATION RESULTATS ECONOMIQUES DE L'EXPLOITATION OU DU GROUPEMENT CONSECUTIVE AU PROJET

Amélioration du niveau global des résultats de l'exploitation à partir des résultats prévisionnels de l'exploitation

- **Exploitation individuelle et personne morale autres que groupements d'exploitations agricoles (GAEC, EARL, SCEA ...) :**

Si vous avez une comptabilité :

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Excédent brut d'exploitation (EBE)		

Si vous n'avez pas de comptabilité :

(en euros)	Valeur de l'année précédente	
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Solde d'exploitation : recettes - dépenses		

➤ **Groupements d'exploitations agricoles (CUMA, GIEE ...) :**

(en euros)	Valeur de l'année précédente ou dernier exercice clos	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
capitaux propres (capital social + réserves)		
capitaux permanents (capital emprunté à moyen et long terme)		
immobilisations		

Création d'une activité : ☐ oui ☐ non

Développement d'une nouvelle activité : ☐ oui ☐ non

Développement d'une activité existante : ☐ oui ☐ non

Si oui, nombre d'adhérents en plus : |_|_|

DEPENSES PREVISIONNELLES

Veuillez indiquer le montant global de votre projet : _____ euros

a) Investissements projetés

(Veuillez vous reporter à la notice d'information sur laquelle figure la liste des investissements)

Libellé de l'investissement projeté	Nombre de matériel	Montant Total (HT)
Montant Total		

b) Frais généraux

Catégorie	Postes	Montant HT (€)	Nom des entreprises correspondant aux devis
IMMATÉRIEL	DEXEL		
	Diagnostic énergie GES		
	Autres : Etude de conception, maîtrise d'œuvre, publicité		
	Total		

c) dépenses immatérielles

Catégorie	Postes	Montant HT (€)	Nom des entreprises correspondant aux devis
IMMATÉRIEL	Logiciel informatique		

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financiers	Montant en €	Réservé à l'Administration
Financiers publics		
Montant de l'aide sollicitée au titre des opérations 4.1 E et 4.3 A « aides aux investissements à la réalisation d'aires de remplissage et de lavage des pulvérisateurs et des plateformes de réalisation de bouillies »	_____	
Montant des aides sollicitées hors opérations 4.1 E et 4.3.A	_____	
Montant de la subvention équivalente en cas de financement (total ou partiel) de l'opération par un prêt bonifié ¹⁾		_____
Total financiers publics	_____	
Autofinancement du porteur de projet	_____	
Emprunts ²⁾ (prévus par le porteur de projet)	_____	
TOTAL général = coût du projet	_____	

- 1) En cas de financement par un prêt MTS JA, le montant de la subvention équivalente de ce prêt ne vient pas en déduction de la subvention - **ce montant sera rempli par l'Administration**
- 2) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire : ☐ oui ☐ non

Cocher les cases correspondant à votre demande et vos obligations

Je demande (nous demandons) à bénéficier :

- ☐ des aides à la réalisation d'aires de lavage et de remplissage des pulvérisateurs, et de plateformes de réalisation des bouillies,

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

☐ être agriculteur affilié au régime de protection sociale des non salariés agricoles (AMEXA) et exercer une activité de production au sens de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime (maîtrise et exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle),

☐ ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet,

☐ ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,

☐ avoir pris connaissance des délais de réalisation de mon projet (cf notice),

☐ avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,

☐ l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma situation et concernant le projet d'investissement,

☐ être à jour de mes cotisations sociales et fiscales y compris redevance émise par l'Agence de l'eau,

☐ n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé.

☐ le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,

☐ respecter les conditions d'âge au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D161-2-1-19 du code de la sécurité sociale),

☐ respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information),

☐ ne pas avoir déjà atteint le plafond d'assiette éligible au titre de ce type d'opération, avec des demandes antérieures au cours de la période 2015-2020,

☐ être informé(s) que ma(notre) demande d'aide fera l'objet d'une sélection. En fonction des critères de priorités définis régionalement, et/ou par manque de crédits affectés à cette opération, mon(notre) dossier peut ne pas être retenu.

☐ avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de six mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet/de l'accusé de réception de mon dossier complet,

☐ **Je m'engage (nous nous engageons) à ne pas commencer l'exécution de ce projet avant la date portée dans l'accusé réception du dossier attestant la complétude du dossier délivré par le service instructeur.**

☐ **Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter de la date de la notification de la décision de subvention,
- à informer le service instructeur de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,
- à me(nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides prévues par le PDR de FC,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- à répondre aux obligations de publicité telles que prévue par le **règlement d'exécution UE n°808/2014 du 17/07/2014 annexe 3 (JOUE du 31/07/2014)** à savoir :
 - à donner sur mon (notre) éventuel site web professionnel, une description de l'opération, proportionnée au niveau de l'aide, y compris dans sa finalité et ses résultats, mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union,
 - à apposer pour les opérations dont le soutien public est :
 - **supérieur à 10 000 €**, une affiche d'un format A3 (42 x 29,7 cm - dimension minimum),
 - **supérieur à 50 000 €**, une plaque explicative de taille minimale A3 (42 X29, 7 cm),présentant des informations sur le projet (à minima nom + montant de l'assiette éligible indiqué dans la convention) ainsi que la mention faisant référence au FEADER (« Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales »). Ces éléments de communication devront occuper au moins 25 % du support,
 - à mentionner l'aide européenne **dans toute publication** (article de presse, plaquette d'information, affiche, site internet...) ou **lors de toute manifestation** (portes-ouvertes...),

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (SUITE)

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions ayant bénéficié des aides pendant une durée de **cinq ans** à compter du paiement final de l'aide européenne, poursuivre mon(notre) activité agricole au sens de l'article 311.1 du code rural pendant cette période, ou en cas de cession avant les 5 ans, à transmettre ces constructions à un agriculteur qui s'engage à respecter mes(nos) engagements,
- à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide.

Fait à _____ le _____

Nom, prénom et signature du demandeur gérant, du représentant légal ou pour un GAEC, de chaque associé ainsi que cachet de l'entreprise

IMPORTANT :

Je suis informé/ nous sommes informés :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat membre est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans.
- que, l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont la Région Franche-Comté, le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation et l'Agence de services et de paiement (ASP). Conformément à la loi « informatique et liberté » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la DDT.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

☐ j'autorise

☐ je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à _____ le _____

Fonction et signature(s) du demandeur avec le cachet de l'entreprise
(du (des) gérant(s) en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

LISTE DES PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur ou de projet concerné	A fournir à la DDT au plus tard le dernier jour de l'appel à projets			A transmettre jusqu'à la date de complétude (2)
		Pièce jointe au dépôt du dossier	Pièce déjà fournie au service instructeur (1)	Sans objet	
Exemplaire original de la demande complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>			
Devis détaillés des travaux ou investissements : au moins un devis pour tous les postes au dépôt du dossier et 2 ou 3 devis si projets non prévus dans le référentiel, à la date de complétude (cf. notice)		<input type="checkbox"/>			3 ^{ème} devis uniquement <input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) ⁽¹⁾		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
En cas de travaux, preuve de la propriété ou autorisation du propriétaire		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation de régularité des cotisations et contributions sociale justifiant que le porteur de projet est à jour du paiement de ses contributions à la date de la demande de subvention	Tous (dans le cas d'une société attestation fiscale pour la société à demander au centre des impôts et pour les associés à demander à la Trésorerie)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Documents comptables : - Lorsque la subvention est supérieure à 23 000 € tous financeurs confondus : dernière liasse fiscale complète ou les derniers bilans et compte de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un - Lorsque la subvention est inférieure ou égale à 23 000 € : éléments comptables au 31/12 N-1 : CA, EBE, RE, Résultat net, capitaux propres, dettes financières, crédits de trésorerie, total du bilan, effectifs salariés	Concerne les demandeurs astreints à la tenue d'une comptabilité. (les exploitants au forfait n'ont pas à fournir ces documents)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Avis bancaire (l'avis doit porter sur le plan de financement et fixer le montant minimum de la subvention auquel l'accord de la banque est conditionné)	Tout porteur ayant recours à un prêt <i>(dans le cas d'une société, l'attestation doit concerner la société)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autorisations ou accords (permis de construire, déclarations ...) pour la réalisation du projet	Tous les demandeurs concernés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation et plan de masse des travaux		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Récépissé de déclaration relatif aux ICPE	Uniquement les projets qui relève de la réglementation ICPE (voir tableau récapitulatif sur la réglementation ICPE applicable aux aires de lavage en annexe)				
K-bis de moins de 6 mois et exemplaire des statuts ⁽¹⁾	Personnes morales et groupements hors GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Statuts et liste des membres du bureau du CA	Association et fondation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Engagement des adhérents liés à l'investissement		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Récépissé de déclaration en préfecture ou de la publication au JORF ⁽¹⁾	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Agrément coopératif ou autre preuve de l'existence légale de la CUMA ⁽¹⁾	CUMA uniquement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Statuts et liste des membres du bureau du CA	structures collectives autres que CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Engagement des adhérents liés à l'investissement		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Copie de la carte d'identité	si absence de n° de PACAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

(1) Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au guichet unique après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire []. Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du guichet unique Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

(2) si ces pièces ne sont pas jointes au dépôt du dossier.

ANNEXE

Réglementation ICPE applicable aux aires de lavage

Porteur du projet	Propriétés des matériels utilisant l'aire	Situation au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) rubrique 2795	Déclaration ICPE à faire	Opération dont relève le projet
Aire de lavage individuelle réalisée par un « AGRICULTEUR » tel que défini dans les bénéficiaires de l'opération 4.1 E	Uniquement les matériels appartenant en propre à l'agriculteur	Non soumis à ICPE 2795	NON	4.1 E
	Accueil de matériels d'autres agriculteurs	Soumis à ICPE 2795	OUI	
Aire de lavage réalisée par un « GROUPEMENT D'AGRICULTEURS » tel que défini dans les bénéficiaires de l'opération 4.1 E	Uniquement les matériels appartenant en propre à la CUMA	Non soumis à ICPE 2795	NON	4.1 E
	Les matériels de la CUMA et les matériels de tout ou partie des adhérents ou uniquement les matériels des adhérents	Soumis à ICPE 2795	OUI	